

étrangères totales de la province. Ces biens comprenaient notamment de la machinerie et de l'équipement d'une valeur de 135 millions de dollars, des véhicules et des pièces d'une valeur de 81 millions de dollars et des machines électriques totalisant 47 millions de dollars.

Le Nouveau-Brunswick et le Maine démontrent bien l'interdépendance naturelle de nos économies nationales. En fin de compte, ce qui est bon pour chacun de nous est bon pour l'autre. Chacun de nous doit s'intéresser à la santé économique de l'autre, non seulement en tant qu'ami mais aussi en tant que partenaire commercial. Comme nous ici le savons tous très bien, pour prospérer ensemble, il faut travailler ensemble.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est un élément essentiel des mesures que nous prenons dans les deux pays pour renforcer nos rapports commerciaux. Cet accord est entré en vigueur il y a à peine 15 mois. Ses dispositions offrent à chaque pays l'occasion d'intensifier ses relations commerciales avec l'autre et lui donnent les moyens de le faire.

Je suis particulièrement heureux de pouvoir parler du libre-échange devant un auditoire composé en partie d'habitants du Nouveau-Brunswick. Cette province a su profiter comme nulle autre des occasions que présente l'Accord, et je félicite le premier ministre McKenna de l'appui énergique qu'il ne cesse de lui accorder.

L'Accord de libre-échange définit cinq initiatives destinées à faciliter le commerce entre nos pays : éliminer les obstacles au commerce des biens et services, encourager les conditions de concurrence loyale, libéraliser les conditions d'investissement, établir des procédures d'application de l'Accord et de règlement des différends et, enfin, jeter la base d'une coopération bilatérale et multilatérale encore plus poussée.

Ce n'est qu'à long terme que les retombées précises de l'Accord de libre-échange pourront être évaluées. Toutefois, une dynamique favorisant les changements salutaires existe déjà grâce à cet accord. Les arguments de ceux qui critiquent l'Accord se font démolir au fur et à mesure que l'opinion et les faits mettent de plus en plus en évidence les possibilités qu'offre l'Accord pour rehausser la compétitivité de l'économie canadienne, créer des emplois et augmenter les revenus. De nombreux critiques sont en train de se convertir. C'est le cas par exemple du premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson. Aujourd'hui, sa province vante les avantages de l'Accord dans sa publicité diffusée au sud de la frontière.